

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Le mardi 21 mars, une jeune Allemande, Heidi Kempe, résidant à Paris, est emmenée contre son gré par Police-Secours. Elle sera retrouvée de longues heures plus tard à l'hôpital Sainte-Anne, le corps marqué d'horribles brûlures. Aujourd'hui encore, ses tortionnaires n'ont pas été identifiés et un épais silence officiel entoure cette affaire.

Pour protester contre cette agression et contre toutes les violences dont des femmes sont quotidiennement victimes, les groupes-femmes de la région parisienne appellent à une

MANIFESTATION

Vendredi 7 avril à 18h30

place J. Jaurès (M° Jaurès)

Editorial

La ligne du PCF remise en cause

Encore une fois, jeudi, Marchais, a réaffirmé que « Le Parti communiste n'avait aucune responsabilité dans l'échec de la gauche, (qui) incombe uniquement au Parti socialiste ». C'est la nouvelle version de la rengaine « Le PS a viré à droite ». Bien entendu, les dirigeants du PS lui renvoient la balle. Est-ce là une attitude sérieuse pour des gens qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs ? Non, c'est l'affirmation gratuite de politiciens bourgeois. Aussi, la colère gronde chez les militants qui, eux, ne font pas de la pontification et s'interrogent à partir de la pratique : l'échec.

Les dirigeants du PCF, tout comme ceux du PS, ont tout fait pour mystifier les travailleurs : la victoire, le changement le 19 ! Ce sont donc eux, en commun, qui portent la responsabilité du désarroi actuel de leurs militants. Maintenant, ils cherchent à se justifier.

Comme la « démocratie » à la sauce révisionniste est fortement remise en cause, Marchais déclarait jeudi : « J'attends qu'on me fasse la démonstration que la direction n'a pas respecté les normes démocratiques en vigueur chez nous. Nous avons scrupuleusement respecté le 22e congrès ».

Malgré les orientations très hétérogènes des critiques, cela n'empêche pas que sur certains points elles se recoupent. Catherine Clément, universitaire et écrivain, membre de l'équipe du « Matin », militante PCF de longue date, s'imaginait comme beaucoup d'autres que « le 22e congrès allait dans le sens d'une pratique réelle de la démocratie » et demande avec bien des illusions que le « débat s'ouvre et dure ».

Dans le « Matin », à propos de « l'anticommunisme » qui sert d'alibi aux dirigeants révisionnistes pour minimiser la portée de toute critique, Catherine Clément démontre qu'en fait « il a bon dos ». « On lui collera toujours toutes les responsabilités comme s'il s'agissait d'une entité métaphysique, le MAL ABSOLU, qui nous guette à chaque parole, celui auquel on est sûr de ne pas échapper. Alors, formuler des critiques, c'est alimenter la campagne de la droite - toujours en plein effort, et cela ne risque pas d'être faux, bien sûr - hé bien, si c'est cela l'anticommunisme, si critiquer, c'est en être, alors soyons clairs, aucune démocratie, ne sera jamais possible dans ce parti ».

Elle écrit également, ce que beaucoup d'autres pensent : « On peut parfois se demander par quel paradoxe, la liberté d'expression à la base peut servir d'alibi pour ne fonctionner nulle part ailleurs. » Il ne suffit pas en effet de pouvoir discuter dans sa cellule quand, dans le même temps, c'est par la télévision que la totalité des militants apprend que les dirigeants de leur parti, viennent de décider eux seuls d'abandonner toute référence à la dictature du prolétariat, cela précisément peu de temps avant la tenue du 22e congrès ! Il en est de même pour les virages à 180 degrés qu'ont opérés ces mêmes dirigeants, sur la force de frappe, le Parlement européen...

C'est une excellente chose que ses méthodes bureaucratiques sèment le doute chez les militants et

Suite page 8

PARIS PARTAGE LA COLERE DES BRETONS



Malgré un appel tardif donc une préparation très insuffisante, 15 000 personnes environ ont manifesté jeudi soir à Paris pour protester contre les responsables de la marée noire qui se déverse actuellement sur les côtes de Bretagne.

Les partis dits de gauche avaient fait tout leur possible pour en limiter la portée et s'en attribuer tout le mérite. Malgré cela, plus de la moitié du cortège refusait de se placer sous les banderoles de ces récupérateurs à la tête desquels se pavanaient les « zélus » enrubannés.

La colère était sensible dans les rangs de ce cortège combatif où se côtoyaient jeunes et moins jeunes. Elle était encore augmentée par l'énorme déploiement des forces de répression qui jalonnaient tout le parcours de la manifestation. Dès la

formation du cortège, gardes mobiles et CRS en rangs serrés, le fusil à l'épaule, se pavanaient de manière provocatrice à l'intérieur même des rangs des manifestants.

Ceux-ci les huaient avec une série de slogans non dépourvus d'humour du genre : « les flics, c'est aussi la marée noire » ou, « une pelle, un seau pour les CRS ! » ou bien encore « flics fascistes » lorsque ceux-ci chargeaient à plusieurs reprises la manifestation dont la moitié à peine était arrivée à destination. Les autres mots d'ordre dénonçaient vigoureusement la complicité de l'Etat et des trusts pollueurs : « Marée noire, plan Polmar, destruction de la Bretagne », « les pollueurs doivent payer ! »

Ils le peuvent d'autant plus que chacun le sait désormais en 1975, les profits de Shell-

France, branche française de la Compagnie pour laquelle naviguait « l'Amoco-Cadiz » ont augmenté de 120 % !

Jeudi, les Bretons n'étaient pas seuls, pour de

bon : les travailleurs de Paris, à leurs côtés, avaient leur colère et leur solidarité de lutte contre les monopoles capitalistes, leurs flics, et leur Etat.

• Oise Un maire PCF accusé de « gestion antisociale »

18 conseillers municipaux (10 membres du PS et 8 membres du PCF) sur 23, de la commune de Villers-Saint-Paul (Oise), ont porté mercredi matin leur lettre de démission à la sous-préfecture de Senlis pour marquer leur opposition aux « méthodes de gestion antisociale » du maire, Gilbert Morancay, membre du PCF.

La majorité du co-

municipal reproche notamment au maire son refus de mettre en application le programme proposé lors de la campagne électorale de mars 1978.

Un incident qui risque de créer de nouveaux remous dans le PCF puisque le maire, ainsi désavoué, garde l'appui de la Fédération de l'Oise du PCF.

• Sud- Liban Les agresseurs sionistes en position difficile

La Résistance palestinienne et les forces patriotiques libanaises continuent de mener la vie dure aux troupes sionistes qui s'accrochent en territoire libanais la dernière semaine de mars elles ont détruit six tanks ennemis, 15 véhicules et tué ou blessé près de cent soldats sionistes.

Mercredi, un nouvel accrochage sérieux a fait trois morts parmi les forces sionistes dont une patrouille avait ouvert le feu sur des positions palestino-libanaises à Ras Elain à 7 km au sud de Tyr. La voiture à bord de laquelle se trouvait la patrouille a été saisie par les Palestiniens.

Les commandos palestiniens sont également toujours très actifs dans les territoires occupés. Ils ont notamment multiplié les actions à Jérusalem, Dorah et Haïfa.

Cette lutte armée est soutenue par de puissantes manifestations des populations des territoires occupés. A l'occasion de la « Journée de la terre », les étudiants arabes de Cisjordanie ont manifesté à Naplouse, Jenin et Julkarm en scandant : « Renforçons la lutte jusqu'au retrait des Israéliens de tous les territoires occupés ! ». Ils ont également placardé des affiches et distribué des tracts condamnant l'agression israélienne au Sud-Liban.

Yasser Arafat, responsable de l'OLP vient de rappeler dans une interview que « l'OLP veut une paix juste au Proche-Orient et non une paix fondée sur une capitulation comme le veulent les Israéliens et ceux qui les soutiennent ». Les droits nationaux du peuple palestinien, impliquent, a-t-il rappelé : « le retour dans la patrie, le droit à l'autodétermination et celui de créer un Etat indépendant sur nos territoires palestiniens ».



Conférence de presse d'un membre de la ZANU

« Nous controlons politiquement 39 districts du pays »

Mercredi, à Paris, Eddison Zvogbo, membre du Comité central de la ZANU et chargé des relations publiques de la ZANU a donné une conférence de presse faisant part de la situation actuelle au Zimbabwe. Nous avons jugé important de donner une large part à ses déclarations qui permettent de mieux comprendre ce qui se passe dans le pays. Nous ferons part tout d'abord de ce que nous avons appris sur la guérilla, son organisation et le rapport de force militaire sur le terrain. Puis, dans les prochains quotidiens, nous parlerons de la diplomatie des différents Etats par rapport au problème de la Rhodésie ainsi que la signification réelle du règlement interne signé par Smith et trois leaders Noirs.

LES TROUPES DE SMITH SERETRANCHENT DANS LES VILLES

La lutte armée, dirigée par la ZANU et la ZAPU se développe considérablement bien sur le terrain. En juin de l'année dernière, nos guerilleros ont été très actifs dans les cinquante districts politiques sur 39 districts. Les opérations se déroulent surtout dans les zones rurales. Dans les trente-neuf districts où nous avons le contrôle politique, l'ennemi a été chassé, nous avons établi nos propres comités d'administration. Ils ont été déclarés districts interdits par le gouvernement de Smith, c'est-à-dire que les gens n'ont pas le droit d'y entrer.

En juin de l'année dernière, nous avons décidé d'intensifier la lutte armée et on a introduit du matériel dans les onze districts restants et dès que nous avons atteint les villes, Salisbury ou Bulawayo, les troupes de Smith ont été obligées de se replier sur les villes pour les défendre.

La plupart des fermiers blancs ont dû quitter leurs fermes dans les régions rurales. Tel que je vous parle aujourd'hui, je suis convaincu et j'ai confiance que nous serons capables de renverser le régime de Smith par les armes.

ORGANISATION DANS LES ZONES SOUS CONTROLE DE LA ZANU

A une question lui demandant d'expliquer la façon dont était organisé le travail politique dans les villes, Eddison Zvogbo a répondu : « J'ai un problème car actuellement, nous sommes en cours d'opération à l'intérieur des villes. Je ne peux pas répondre sur les structures urbaines parce que Ian Smith aimerait les connaître. Je peux décrire les structures politiques qui existent dans les campagnes car là, il ne peut rien faire. En général, dans les endroits où nous avons ce que nous appelons un secteur d'opération, nous avons établi des comités.

Dans chaque zone particulière, il y a toujours un comité de sécurité qui s'assure que tout étranger qui entre dans la zone soit immédiatement connu. Nous avons un comité pour l'éducation. Tout enfant peut poursuivre ses études bien que l'ennemi ait fermé les écoles situées dans nos zones.

Nous avons un comité pour la Santé publique qui répartit les médicaments qui nous viennent de l'étranger. Il y a aussi un comité pour les armes qui assure que le matériel se transmet d'une zone à l'autre.

Nous avons aussi un comité d'intervention qui fait le travail de propagande dans le secteur déterminé. Nous avons récemment établi des comités pour la justice. On a au total onze comités qui fonctionnent dans les différents secteurs. Quand on aura les zones urbaines, nous aurons aussi de tels comités.

ROLE DÉCISIF DES JEUNES ET DES FEMMES

L'âge moyen d'un guérillero est de 19 ans. Ils sont très jeunes et arrivent après la fin des études. Parfois, ils viennent par classes entières. Certains sont venus des zones tribales avec leurs parents. Il y en a aussi qui viennent des villes, ne trouvant pas de travail, ce dernier étant réservé aux Blancs.

Ils voient que s'ils ne prennent pas les armes, il n'y a aucun futur pour eux.

Les jeunes jouent toutes sortes de rôles dans la guérilla : en-dehors du gros des forces de combat, qui sont âgés entre 16 et 25 ans, d'autres sont engagés dans des projets de développement agricole, d'autres sont professeurs, on en a besoin pour fournir une éducation aux enfants de 6 à 14 ans qui sont 12 000. Ils s'occupent également de nos postes sanitaires. Il n'y a aucun aspect de la vie sociale où les jeunes ne soient pas engagés.

(Suite page 8)



La lutte armée au Zimbabwe se développe considérablement.

• Espagne

Nouvelles démissions dans le PCE

Dans le quotidien daté du 4 avril, nous avons publié un article sur les remous au sein du PCE. En effet, des militants de base et même du Comité central ne semblent pas apprécier l'abandon du « léninisme » par Carrillo ainsi que l'absence de démocratie dans le PCE. Une situation alarmante pour le parti révisionniste qui doit tenir son congrès dans moins de deux semaines.

Maintenant, c'est au tour du parti catalan, partie intégrante du PCE, mais qui possède son nom propre : le PSUC (Parti socialiste unifié catalan) de se présenter comme dissident. Une dissidence d'au-

tant plus grave pour le PCE puisque le PSUC est la plus importante organisation du PC avec 46 000 militants (sur 200 000 au total). Lors de la conférence convoquée, le week-end dernier, pour désigner les 267 délégués du PSUC au congrès du PCE à Madrid, une majorité de voix s'est prononcée contre l'abandon du « léninisme » dans les statuts. La tendance « euro-communiste » a été battue, les militants qui la soutiennent sont appelés « Bandera blanca » ou « sociaux-démocrates ».

De violentes critiques de la part des orateurs ont été prodiguées à l'égard de Carrillo qui n'a pas res-

pecté la démocratie, étant intervenu avec force pour défendre l'orientation de la direction du PCE, toujours plus ouvertement collaboratrice.

Plusieurs membres du Comité exécutif du PSUC ont démissionné à la suite de ces débats : selon « Télé-Express », cinq membres auraient quitté le parti après avoir défendu l'idée que le léninisme devait toujours figurer dans les statuts.

Par ailleurs, des délégués de la province de Badajoz du PCE se sont aussi prononcés dans le même sens, ainsi qu'à Malaga et Madrid. Décidément, ça va mal... Le congrès du PCE sera à suivre de près.



Le «nouveau» gouvernement et les «nouveaux» promus

Une brochette indigeste

Décidément, plus le gouvernement se renouvelle, plus il se ressemble. Si Médecin a été renvoyé faire un stage dans les égouts de Nice, Haby a reçu son bonnet d'âne, Dijoud,

Selon Giscard, l'action du gouvernement « portera sur trois actions prioritaires. La poursuite du redressement économique, l'accroissement du progrès social, l'accroissement des responsabilités et des libertés des Français ». Donc pas grand chose de nouveau sous le soleil ! « L'objectif du redressement est de donner à la France les moyens de son rôle extérieur et les ressources de son progrès social. Nous continuons à traverser une crise économique et monétaire internationale dont il serait vain de croire que la France puisse se dégager toute seule, mais je considère que notre situation et nos atouts particuliers doivent conduire le gouvernement à rechercher un taux de croissance supérieur à la moyenne de ceux de nos partenaires européens en maintenant l'équilibre de notre économie ».

Comme il fallait s'y attendre, rien d'autre que la recherche à tout prix du profit maximum sur le dos des travailleurs.

Pour « l'actualisation du progrès social », il n'a rien trouvé de nouveau : la concertation, la collaboration de classe. Soit-disant « les nouvelles structures du gouvernement lui permettront de développer l'aspect qualitatif du progrès social, celui du cadre de vie, des conditions de travail, de la participation, de la culture et des loisirs (...) ».

« La France doit choisir délibérément les techniques modernes de conduite de son économie qui sont la liberté à la base et la concertation au sommet. La marée blanche de la paperasse doit être refoulée ».

Bigre ! S'il est aussi « efficace » que pour la marée noire, ça promet !

« J'en viens à l'attitude qui est celle de l'ouverture et de la responsabilité ».

« Par la force des choses, l'ouverture ne peut se marquer que par une action patiente et progressive ».

« J'avais indiqué au Premier ministre qu'il fallait écarter le débauchage, qui heurte davantage qu'il n'apporte ».

« L'ouverture se marque par l'orientation de la politique, mais aussi par des mesures intéressantes ».

semble de la vie politique, telles qu'un accès plus large à l'information ou le fonctionnement régulier des partis politiques (...) ».

« Il serait vain de vouloir précipiter les choses. Mais je suis convaincu que l'effort pour organiser une cohabitation raisonnable est approuvé par l'opinion et améliorera en profondeur le fonctionnement de notre vie démocratique ».

Une drôle d'ouverture que les oiseaux qu'il vient d'inviter dans sa basse-cour ! En tout cas, il ne renonce pas d'inviter, en y mettant le temps et les formes, les rapaces des partis dits de gauche qui, actuellement, font les fines bouches. En tout cas, une chose est certaine, c'est que si la vraie droite et la fausse gauche font ménage ensemble dans le même poulailler, ce qui en ressortira ce n'est pas « plus de démocratie », mais la sainte alliance de TOUTE la classe bourgeoise contre la classe ouvrière et les masses populaires.

MAURICE PAPON (RPR)
MINISTRE DU BUDGET

Maurice Papon, préfet de Police honoraire, a eu, au plus haut niveau, une triple carrière : politique, administrative et industrielle, avant d'entrer, pour la première fois à 67 ans, au gouvernement.

Membre influent du gaullisme (il siège au Conseil politique et au Comité central du RPR), préfet de Corse en 1947, de Constantine en 1949, inspecteur des départements de l'Est-algérien pendant la guerre d'Algérie (mai 1956-mars 1958), il occupe ensuite, pendant près de neuf ans (mars 1958-décembre 1966) le poste de préfet de Police à Paris, notamment lors de la manifestation et du massacre de Charonne (neuf morts officiellement) à Paris pendant la guerre d'Algérie. Il a trempé également dans l'affaire Ben Barka.

PDG de la société « Sud-Aviation » en 1967-1968, président de la commission des Finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale en 1972-1973, il en était depuis le rapporteur général

JEAN-PHILIPPE LECAT (RPR) : MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Auparavant, il était chargé de mission auprès du président de la République et porte-parole du gouvernement depuis août 1976.

Agé de 42 ans, major de sa promotion à l'ENA, il a été successivement maître des Requêtes au Conseil d'État, collaborateur de Pompidou — alors Premier ministre — dès 1966, puis porte-parole des gouvernements Chaban-Delmas et Messmer (1972-1973), puis ministre de l'« Information » des 2e et 3e gouvernements Messmer (1973-1974) et l'artisan No 1 du démantèlement de l'ORTF. Il ne faudrait pas oublier non plus le sinistre plan Lecat, plan des restructurations amenant le licenciement de milliers de travailleurs dans l'imprimerie.

Il faisait partie des 43 députés ou ministres UDR qui prirent position pour Giscard d'Estaing contre Chaban-Delmas lors de l'élection présidentielle de mai 1974. Il a, par ailleurs, comme maître à penser Adolphe Thiers, le nain sanglant, bourreau de la Commune de Paris !

ANDRÉ GIRAUD (RPR)
MINISTRE DE L'INDUSTRIE

53 ans, polytechnicien, ingénieur général des Mines, il est un spécialiste des questions énergétiques et, en particulier, des questions nucléaires. Il est à la tête du Commissariat à l'Énergie atomique (CEA) en tant qu'administrateur général-délégué.

Bien qu'étant spécialiste des bradages d'entreprises, ne pas confondre avec son homonyme Henri Giraud, le négociateur-bradeur de Lip !

A. Giraud a commencé sa carrière à l'Institut français du pétrole, dont il fut le directeur général-adjoint de 1958 à 1964, date à laquelle il fut nommé directeur des Carburants au ministère de l'Industrie. En



Un gouvernement qui correspond aux vœux du patron des patrons.

1965, il est vice-président du Conseil d'administration de la Régie nationale des usines Renault et en 1969, directeur de cabinet d'Olivier Guichard au ministère de l'Éducation nationale. Quinze mois après, il devient responsable numéro un de l'atome français.

JOEL LE THEULE (RPR)
MINISTRE DES TRANSPORTS

Entré à l'Assemblée comme député UNR (gaulliste) en 1958, et constamment réélu ensuite, Joël Le Theule, qui vient d'être nommé ministre des Transports, s'est consacré plus particulièrement aux questions de défense et aux problèmes de l'information.

Agé de 48 ans, il a commencé sa carrière comme professeur agrégé de géographie. Président de la commission de la Défense à l'Assemblée en 1968-1968, il appartient en outre au Conseil d'administration de la Fondation pour les études de défense et fut le rapporteur du dernier budget des Forces armées.

Ministre des DOM-TOM en Mai 1968, Le Theule est ensuite nommé secrétaire d'État à l'Informa-

tion dans le gouvernement Couve-de-Murville (1968-1969). Il était d'ailleurs, dans la dernière Assemblée, président de la Commission de la presse et vice-président de la commission d'études des problèmes du cinéma.

JEAN-PIERRE SOISSON (PR) : MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET LOISIRS

43 ans, il a été l'organisateur du « Parti républicain », parti fondé sous le nom de « Républicains indépendants » par Giscard d'Estaing, et l'un des principaux stratèges de l'« Union pour la démocratie française ».

Député-maire d'Auxerre, il n'est pas sans responsabilité dans l'affaire qui a coûté la mort de Mireille Bressolles, suite à une longue grève de la faim.

Fils du président de la chambre de Commerce d'Auxerre, cet énarque, formé notamment dans les cabinets ministériels d'Yvon Bourges (Coopération) et d'Édgar Faure (Agriculture) rallie dès sa création la Fédération nationale des républicains indépendants dont il devient le secrétaire général en 1969 et le vice-président en 1975, avant

d'être élu secrétaire général du Parti républicain, le 19 mai 1977.

Il a occupé son premier poste ministériel (secrétaire d'État aux Universités) dans le gouvernement Chirac de juin 1974.

MAURICE PLANTIER : (RPR) : SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX ANCIENS COMBATTANTS

57 ans, ancien résistant. Après ses études de médecine, il exerce au Cameroun, dont il est le député de 1956 à 1958.

Son expérience au Conseil économique et social (1962-1966) lui permet de se spécialiser dans les problèmes de gestion et d'équipement. Il devient, notamment, président de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France en juillet 1974, et, en novembre 1976, membre de la Commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises de construction aéronautique. Depuis 1973, il est membre du Conseil régional d'Aquitaine.

Membre du Comité central de l'UDR de 1974 à 1976, il est également vice-président de l'Amicale parlementaire « Présence et action du gaullisme ».

L'emprunt de Barre : un nouvel impôt déguisé

Parmi les premières mesures qui vont être prises par « le nouveau gouvernement », on parle du lancement d'un emprunt de l'État de 8 milliards de francs pour tenter de diminuer le déficit budgétaire. Celui-ci risque de s'élever, estime-t-on, à 20 milliards de francs.

Ce ne sont pas les mesures sociales qui ont pu gréver les dépenses de l'État. Les coffres de l'État ne sont pas inépuisables : le soutien aux entreprises monopolistes sous diverses formes (subventions) le finan-

cement des plans de restructuration qui signifient toujours des plans de licenciement (cf. les 1 300 milliards de francs en prêt accordés par l'État bourgeois aux monopoles de l'acier dans le cadre du plan acier). Tous ces cadeaux n'arrivent pas à être couverts par les impôts. Alors, que fait-on ?

On crée un impôt déguisé en recourant à un emprunt de l'État. Mais, à qui s'adresse cet emprunt ? Aux gros financiers, qui ne sauraient pas où placer leur argent ? Ou bien aux couches

populaires, aux petits retraités qui, avec leurs économies, prêtent ainsi de l'argent à l'État à moindre frais pour lui. Vive l'inflation, la somme remboursée 5 ou 7 ans après sera nettement inférieure à celle prêtée et le gagnant, c'est l'État bourgeois. Ce que l'État a pris aux travailleurs par le biais de l'emprunt, il le reversera dans la poche des capitalistes.

Comme on le voit, le « premier économiste de France » a recours aux ficelles les plus usées pour servir les monopoles.

Une phase nouvelle dans la bataille de 1978

Quelques jours après le 19 mars, c'est souvent la déception qui l'emportait chez beaucoup de travailleurs. Même si l'on n'avait fondé que des espoirs limités sur les changements qu'aurait pu apporter un gouvernement de gauche, on était, pour le coup, certain, qu'avec la majorité reconduite, il n'y en aurait aucun.

A présent, les choses sont déjà en train d'évoluer : sous le calme et l'immobilisme apparents de la continuité giscardienne, toute une réflexion, tout un cheminement politiques sont engagés.

Les péripéties de la droite maintenant intéressent peu : le gouvernement Barre No 3 ressemble tellement au gouvernement Barre No 2, qu'il apparaît comme une suite de provocations. Personne ne peut s'y tromper, c'est la même politique d'austérité, d'intransigence et de chômage qui va être poursuivie, et aggravée, sans plus être même pour un temps, influencée par des considérations électorales.

Dans ces conditions, la nécessité de la lutte s'impose et s'imposera, ne serait-ce que pour arracher la satisfaction des revendications les plus urgentes. Comment croire qu'il faudrait encore attendre les prochaines échéances électorales, les élections présidentielles de 1981, les législatives de 1983 ? Actuellement, les partis de gauche se trouvent dans l'incapacité d'offrir, même en trompe-l'œil, comme ils l'ont fait six ans durant avec le Programme commun, une issue et une perspective politiques.

Ce qui se manifeste, chez les travailleurs, c'est bien plutôt, le sentiment de s'être fait avoir, d'avoir été floués. L'idée, si volontiers répandue auparavant par le PCF après chaque échec, que les travailleurs votent mal, seraient arriérés et incapables de reconnaître leurs intérêts et leurs véritables représentants, cette idée réactionnaire ne passe plus. Il est apparu assez clairement que c'est la division même des partis de gauche qui a entamé leur crédibilité, que cette division reposait sur une opposition profonde entre des projets divergents et qui ne concernaient pas vraiment les aspirations des travailleurs. Le grossier accommodement électoral du 13 mars, entre PS et PCF n'a fait qu'aggraver les choses, que souligner leur logique électorale.

D'un côté, un PS qui se voyait déjà au pouvoir, et qui, maintenant se trouve déconcentré, hésite se divise davantage, se déclare toujours partenaire de l'Union de la gauche, tout en rejetant le Programme commun et en accusant le PCF d'être responsable de l'échec.

De l'autre, et c'est encore plus important, l'embarras des dirigeants du PCF, incapables de fournir une explication de l'échec de la gauche qui satisfasse ses militants, alors que dans ses rangs les interrogations se multiplient, remettant en cause l'alliance avec les socialistes, la tactique suivie, le

comportement des dirigeants, le fonctionnement interne de ce parti.

Tandis que parmi toute une large frange de travailleurs, la question des moyens pour engager la lutte, faire reculer la bourgeoisie au pouvoir est en train de se poser, les visites à l'Élysée de Mitterrand, Marchais et des dirigeants des confédérations syndicales indiquent une toute autre orientation dans l'immédiat : opposition respectueuse dans le cadre parlementaire, et négociations pour mettre en place, en accord avec le patronat « une véritable politique contractuelle ».

Assurément, après qu'ils aient occupé, croyant l'emporter, le devant de la scène, il y a comme un brutal reflux des partis de gauche, un mouvement très ample de remise en cause de leurs projets, de leurs tactiques. Et quand les travailleurs envisagent la nécessité de la lutte, ils sont amenés, dans ce contexte, à explorer les moyens de l'engager en comptant sur leurs propres forces, et, autant que possible, indépendamment de la tutelle politique des partis de gauche.

Notre union ouvrière et paysanne ne s'est constituée que depuis le début de cette année. Mais dans cette phase de la bataille politique de 1978, qui s'est menée avant les élections, elle a été la seule force qui, tout en présentant des candidats, a dénoncé, sans complaisance, la nature bourgeoise des partis de gauche, et a appelé, quels que soient les résultats, à se préparer à la lutte. Nul doute que des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs ont été sensibilisés à nos propositions, dès ce moment-là. Mais à présent, alors que l'heure est à la réflexion et à la clarification politiques en vue de l'action, il est sûr que la justesse de nos positions va apparaître plus nettement encore, pourvu que nous nous engagions résolument dans cette phase nouvelle de la bataille politique de 1978.

Voici, par exemple, une lettre que nous avons reçue : « J'ai été agréablement surprise par le contenu d'un de vos prospectus distribué à Pau. J'en ai moi aussi « ras-le-bol » des discussions et des promesses fallacieuses, du chômage (je suis chômeuse) de la hausse des prix, de leur autosatisfaction et des désastres écologiques dont ils sont responsables, la marée noire n'en est qu'un exemple plus marquant. Je désire donc rejoindre le Comité d'initiative de Pau et à cette fin être mise en contact le plus vite possible avec ses représentants ». La lettre est datée du 3 avril.

Car bien des travailleurs sont en train ou susceptibles, à l'heure actuelle, de suivre la même démarche : A nous de les rassembler en menant largement avec eux le débat sur le plan politique des élections. Faire ce bilan avec les masses, avec les secteurs de lutte, qui se sont déjà démarqués des partis de gauche, c'est, en ce moment, le moyen de construire une force autonome et en même temps de se préparer concrètement aux luttes.

« Nous lutterons plusieurs années s'il le faut »

Interview d'Henri Didou secrétaire du comité des pêches de Brest

Les marins-pêcheurs ont été les premiers à se lancer dans l'action contre la marée noire, ses conséquences et ses responsables. Sans doute par ce qu'ils sont les plus directement touchés.

« Tu sais quand on est à terre, on ne se sent pas à l'aise. Tous les gars ont envie de sortir en mer. Il y a même des gars à la retraite qui continuent à travailler. Alors maintenant qu'on n'a pas pris la mer depuis plus de deux semaines, ça ne va pas ».

C'est ainsi qu'un marin-pêcheur du comité antimarée noire de Morlaix commence à nous expliquer le problème qui se pose aux travailleurs de la pêche. Et il précise : « Pour sortir, il faudrait avoir des certitudes. En principe, si on sort, si on travaille, on n'a pas les indemnités promises. Il faudrait être sûrs que si on sort et qu'on ne ramène rien (ou presque rien) on sera indemnisé. Sinon sortir,

le faut, maintenant que le dossier est ouvert, précise Henri Didou. C'est déjà ce que nous avons fait contre le projet d'implantation d'un bassin pétrolier à Brest en 1972. La victoire est venue au bout de plus de deux ans de lutte ».

Autres revendications satisfaites : remboursement du matériel perdu ou inutilisable à concurrence de 70 % de sa valeur ; remboursement des frais de transport des produits de pêche ayant dû être déplacés quand arriva le pétrole (crustacés par exemple) ; report des dettes et des cotisations.

Mais il serait mensonger de faire croire que tout est réglé. Le principe d'une in-

long terme de la pollution et donc les pertes prévisibles pour les marins-pêcheurs.

« Dans ce travail d'étude les professionnels de la pêche doivent avoir toute leur place, toutes les mesures doivent être prises après négociation ». La prochaine réunion aura lieu la semaine prochaine.

Quand on sait que la plupart des victimes de la marée noire de l'Olympic Bravery, survenue en janvier 1976, attendent encore les indemnités, on se rend compte que ce n'est pas une petite affaire.

Et pour les marins-pêcheurs, c'est une question de vie ou de mort. Il y a l'impossibilité de travailler depuis trois semaines, il y a aussi les ravages causés par les 100 000 tonnes d'hydrocarbures mêlés à l'eau jusqu'à 65 mètres de profondeur, le goémon mort sur toute la zone touchée, les coquillages et leurs petits



c'est un trop gros risque ».

En effet, si certaines indemnités ont été obtenues la lutte revendicative n'est pas terminée pour les marins-pêcheurs.

QUELQUES REVENDICATIONS SATISFAITES

« Nous avons obtenu du gouvernement 500 millions anciens, comme secours d'urgence. Nous considérons cela comme un acompte à valoir sur l'indemnisation totale au préjudice subi », précise Henri Didou, secrétaire du comité des pêches de Brest et du comité régional de Bretagne (CFDT).

Il fut aussi obtenu à la réunion du 23 mars, que l'organisme payeur de l'indemnisation soit le Comité local des pêches. 1 244 F furent ainsi versés le 1er avril à chaque inscrit maritime arrêté du fait de la pollution, pour les quinze premiers jours.

« La CFDT marins-pêcheurs est prête à se battre pendant plusieurs années s'il

les salaires réels est acquis, ainsi que le principe de l'évaluation des conséquences à long terme. Mais il faut concrétiser tout cela.

BEAUCOUP RESTE A FAIRE

Il s'agit en particulier d'évaluer les conséquences à

détruits par le pétrole.

A la fin de l'entretien Henri Didou nous montre une carte du littoral. Sur cette carte, toute une zone colorée en bleu : c'est la zone des algues et des crustacés. Depuis trois semaines, c'est aussi exactement, la zone recouverte par la marée noire.

Amoco Cadiz

Qui saura m'expliquer pourquoi ce pétrolier Géant est venu s'échouer près de nos côtes ? La mer n'est-elle pas assez vaste ? Ces messieurs prétendent que ça leur coûte trop cher... Et pour gagner quelques dollars ils nous offrent la marée noire Avec ces oiseaux mazoutés, Avec ces poissons massacrés, Ses crustacés assassinés, Avec ses côtes dégradées, Ses algues ratatinées, Et ses plages souillées. Et pour s'en débarrasser Il faudra plusieurs années... Juste le temps de fabriquer Encore de plus gros pétroliers.

Fabienne et toute la classe de 10 ans - école primaire de Brest

BILAN ET PERSPECTIVES DES COMITES UOPDP

• Tonnerre

Le comité de secteur de l'UOPDP a tenu sa réunion chargée de jeter les premières bases de son travail politique de l'après-mars 1978. Les camarades ont réfléchi sur la situation d'ensemble après le deuxième tour. Après un débat où chacun a pu confronter son point de vue, il en est ressorti que la gauche a échoué de sa faute et non pas par les raisons invoquées par les états-majors qui refusent de tirer un bilan.

Le fait que la bourgeoisie est divisée dans les tactiques à adopter, pour faire payer la crise a été remise en évidence. Ainsi les tentatives d'« ouverture » à la Giscard ne pourront se faire sans tenir compte des réactions du RPR. Le quasi-équilibre des groupes parlementaires RPR-UDF laisse présager des crises parlementaires. Le fait que le gouvernement veuille repousser au 3 avril la recomposition du gouvernement révèle qu'il veut

peser sur l'impasse de la gauche.

Car, les camarades l'ont bien vu, la gauche est dans l'impasse totale.

Il a été souligné le fait que chaque camarade devait suivre attentivement l'évolution politique actuelle pour pouvoir réfléchir sur les scénarios politiques possibles maintenant qui seront discutés en comité.

Le comité a ensuite précisé ses axes de travail de la période. Trois commissions ont été ainsi mises sur pied.

Une première s'occupera de rassembler les forces du secteur intéressé par la mise sur pied d'un syndicalisme de lutte de classe à la campagne en menant le débat avec des contacts, en organisant deux meetings un à Auxerre, et un autre à Avallon.

Une deuxième est chargée de mettre sur pied un comité Mireille Bressolles à Tonnerre pour épa-

ler les camarades d'Auxerre. Des contacts avec le comité d'Auxerre et le planning de Tonnerre seront pris pour mettre sur pied une équipe élargie. Le comité tonnerrois pourrait avoir un rôle important dans la lutte du fait même que Mireille aurait dû être réintégrée à l'hôpital de commerce.

Un troisième groupe mettra en place une table ronde des militants anticapitalistes du secteur pour faire le point sur les luttes menées, qui auraient pu l'être ou qui pourront l'être. Militants syndicaux, paysans, jeunes, chômeurs, femmes, immigrés, seront contactés pour cela et pour envisager les modalités concrètes de travail après cette rencontre.

Il est important de signaler que le comité UOPDP a salué l'arrivée dans ses rangs d'un camarade immigré marocain venu pour travailler dans la troisième commission. C'est d'autant plus

important que c'est la première fois qu'une organisation populaire à Tonnerre se fixe comme l'un de ses buts la lutte contre le racisme très fort dans nos usines, où la CGT le renforce plus qu'elle ne le combat.

Le comité UOPDP lance un appel pour que tous ceux qui sont intéressés par son travail sur le secteur viennent le retrouver soit pour être membre à part entière, soit comme simple associé au travail des diverses commissions.

Pour tout contact, écrire à JM Thenadey, à Lezimmes, 89160, Ancy-le-Franc. Cette réunion s'est clôturée sur un constat enthousiaste d'un ouvrier sceptique sur nos capacités à continuer après le 19 mars, ce camarade a souligné « que nous travaillons bien, que continuer après le 19 mars, c'est vraiment possible ! ».

Comité de secteur de l'UOPDP - Tonnerre

• Orléans

Le bilan de l'activité du comité d'Orléans de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne a été divisée en plusieurs parties.

Réunions publiques :

Chaque réunion publique ne réunissait que deux ou trois personnes en dehors des militants du comité, certes c'est peu mais eu égard à toutes les autres réunions politiques de la campagne, ce n'était pas si mal.

De plus, chaque réunion publique fournissait une occasion d'une diffusion de la plate-forme nationale sur un quartier. Ce qui aurait pu être fait c'est l'organisation de réunions sur des problèmes du quartier où avait lieu la réunion.

Presse :

Neuf communiqués seulement sont passés alors qu'il aurait pu y en avoir cinq par semaine, soit presque une vingtaine.

Meetings : le meeting du 7 mars a réuni environ

cent personnes. La table ronde du 17 mars a réuni quarante personnes environ.

Profession de foi : Celle-ci a joué un très grand rôle dans la mesure où cela a pu faire connaître l'UOPDP dans les quartiers et à la campagne où l'UOPDP n'a pu aller.

Le soutien aux luttes :

L'UOPDP a apporté son soutien aux luttes à la fois dans la presse, les meetings et la profession de foi. Cela a été positif, même si ce qui avait été entrepris n'a pu être mené à terme.

Le courrier :

Il a été répondu au MO-DEF, à la fédération des parents Corneil, Accueil et promotion, et à des associations de handicapés.

Les réunions du collectif : Il y en a eu sept en tout. Ceci a permis de mettre en route le travail, une plus grande unité entre les mem-

bres du collectif.

Toutefois, tous les membres du collectif n'ont pas été intégrés au travail.

Après ce bilan, les perspectives du comité ont été fixées.

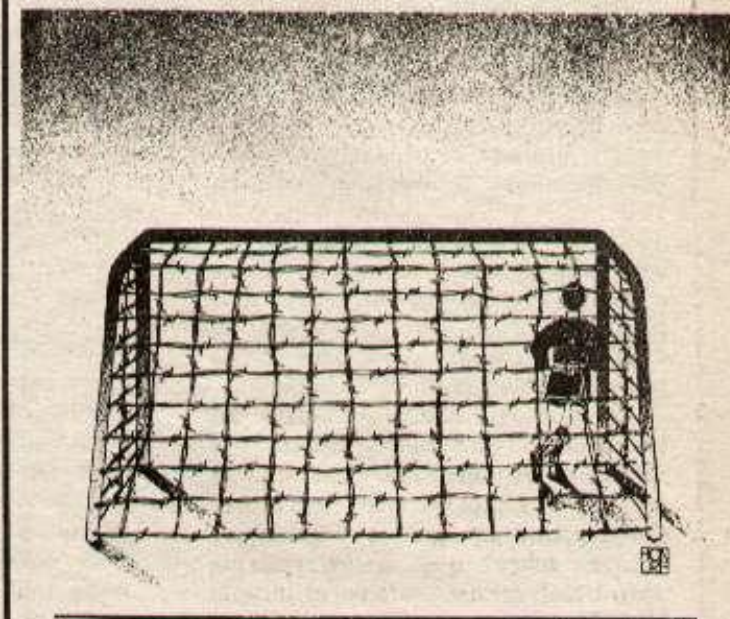
Sur l'hôpital d'Orléans par rapport à la santé du peuple en liaison avec la situation à l'atelier de peinture de Rivière où la santé des ouvriers est flétrie compromise et aussi avec les conditions d'existence faites aux vieux travailleurs dans l'hospice.

L'écologie avec le problème du stockage des dé-

chets radioactifs en agglomération orléanaise et aussi la marée noire.

Les suites à donner au courrier : le problème des femmes, des handicapés.

L'assemblée générale qui a eu lieu dimanche 3 avril a aussi abordé le problème du boycott de la Coupe du monde en Argentine et la question d'une éventuelle participation aux municipales partielles qui doivent avoir lieu, suite à la mort du maire, Thinat. Cette question de la participation n'est pas encore tranchée à l'heure où nous écrivons cet article.



Ainsi, participer au Mondial, c'est jouer au football entre les camps de concentration, c'est cautionner la dictature sanglante de Videla sur le peuple argentin. Voilà pourquoi aucun amour du foot ne peut justifier la participation de l'équipe de France au Mondial. Déjà, des joueurs internationaux se sont prononcés contre la dictature, c'est le cas de Sepp Maier, gardien de but de l'équipe de République fédérale allemande et de trois joueurs de l'équipe suédoise. Quant à José Reynaldo, membre de l'équipe brésilienne qui rencontrait il y a une semaine l'équipe de France, il a été interdit de participation au Mondial pour avoir réclamé la libération des prisonniers politiques au Brésil.

La campagne pour le boycott prend de l'ampleur, à tel point que le chef d'état-major de l'armée argentine déclare : Il faut « développer l'action psychologique adéquate pour mettre un terme à cette campagne qui affecte réellement l'Argentine ».

Plus d'une dizaine de comités COBA agissent déjà à Paris et en province, un journal spécial intitulé « Épiq » a été édité, il est consacré à la situation en Argentine et au boycott de l'organisation de la Coupe du monde par l'Argentine. Les comités de l'UOPDP peuvent contribuer à développer chez les travailleurs la solidarité active avec le peuple argentin, à populariser le mot d'ordre de boycott.

COBA : Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football - 14, rue de Nanterre - 75018 Paris.

Contribuer au succès de la campagne pour le boycott du «Mundial 78»

C'est un juin que devrait se tenir en Argentine « la grande fête du foot-ball », le Mundial 78, avec la participation de l'équipe de France qui n'avait pas été sélectionnée depuis 1962. En France, nombreux sont ceux qui s'enthousiasment pour cette Coupe du monde. Pourtant, aucun travailleur ne peut soutenir une telle manifestation sportive, au contraire, il faut la dénoncer, organiser son boycott comme le COBA* appelle à le faire.

Il y a deux ans, le 24 mars 1976, un coup d'État militaire portait au pouvoir, en Argentine, une clique de généraux fascistes dirigés par Videla. Depuis, le peuple argentin est soumis à une terreur comparable à celle qu'ont fait régner les nazis, et Videla n'est rien d'autre qu'un Pinochet argentin. Contre le peuple argentin qui lutte contre la misère et la dictature, les généraux fascistes recourent systématiquement aux emprisonnements, aux tortures, aux assassinats et aux massacres. Ce sont ces mêmes généraux qui prétendent organiser le « Mundial 78 ».

Leur but avoué est d'utiliser la Coupe du monde pour rehausser l'image de marque internationale de ce régime sanglant, de camoufler et perpétuer leurs crimes dans l'ombre de cette fête du sport. « L'organisation de la Coupe du monde est une décision politique ». C'est le général Merlo, désigné par la junte pour organiser le Mundial, qui le déclare lui-même.

D'ailleurs, tout est organisé dans ce sens : filtrage des spectateurs par la vente de billets nominatifs, filtrage des journalistes étrangers. Seuls ceux qui ne parleront que de foot-ball seront accédés. Récemment, un de ces généraux déclarait que la sécurité des journalistes « objectifs » serait assurée. Quand on sait que depuis deux ans, vingt-neuf journalistes argentins ont été assassinés on comprend mieux ce qu'il veut dire.



Abonnez-vous !

SI VOUS VOULEZ CONNAÎTRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

FRANCE MUSIQUE

DIMANCHE 23 AVRIL

A 10 h 30

PREMIERE MONDIALE

EN DIRECT DE PÉKIN

RETRANSMISSION PAR SATELLITE

EN STÉRÉO D'UN CONCERT

Cet événement musical sans précédent nous permettra de découvrir l'orchestre symphonique de la société philharmonique centrale de Chine dirigé par Han Zhong-jie avec un soliste, le pianiste Lieou Che-kouen. Au programme :

- L'ouverture du « Carnaval romain » d'Hector Berlioz
- La 3e symphonie « Héroïque » de Beethoven
- « Dans mon cœur, un flot monte aussi haut que ces vagues », poème symphonique de Chen

Pei-xun, d'après un poème du président Mao extrait du « Pavillon de la grue jaune ».

- « Typhon », concerto pour piano. Œuvre collective de Lieou Che-kouen (qui en est également le soliste), Goua Zhi-hong, Wang Yen-jio et Che Wan-chun. Ce concerto exalte l'initiative socialiste et l'héroïsme des dockers, il se compose de quatre mouvements :

- * Aube sur le port, joie au travail
- * Venue du typhon, lutte contre les éléments
- * Après la tempête, la victoire
- * Continuons sur la lancée victorieuse.

Tous à l'écoute de France-Musique le dimanche matin 23 avril à 10 h 30.

Chômage

8 millions de sans travail en Europe

Ce week-end doit se tenir à Copenhague, une conférence des pays de l'Europe des Neuf dont le thème officiel est la lutte contre le chômage.

En effet, les dirigeants européens (un chef d'État et huit Premiers ministres) sont censés mettre au point un plan anti-chômage. L'Europe compte aujourd'hui plus de 8 millions de chômeurs officiels et dans cinq pays, la France, l'Angleterre, l'Italie, la RFA et le Portugal, le nombre des sans-travail dépasse le million. Au Portugal, près de 30 % des travailleurs sont chômeurs.

Les discussions vont porter sur une relance problématique et en fait sur les possibilités qu'ont les monopoles européens d'affronter la concurrence étrangère, c'est-à-dire aussi sur les restructurations monopolistes.

Cette croissance se situe actuellement autour de 3 % l'an et s'accompagne d'une croissance continue du chômage. La CES (Confédération européenne des syndi-

cats) qui organisait, mercredi 5, une journée d'action européenne contre le chômage estime que le chômage pourrait « atteindre des pointes extraordinaires en 1980 et 1982 » dont les jeunes seraient les premières victimes.

Schmidt, dirigeant du syndicat DGB allemand estime quant à lui, que le nombre des sans-travail pourrait atteindre 3 500 000 en RFA.

Reste que ce n'est pas la voie dans laquelle la CES veut engager les travailleurs européens qui changera quoique ce soit à cette situation.

A l'issue d'une rencontre entre Thorn, président du Conseil des ministres du Conseil de l'Europe et d'une délégation de la CES conduite par Bergeron de FO, Thorn devait déclarer

qu'il était « très largement d'accord avec M. André Bergeron », ce qui n'augure rien de bon pour les travailleurs.

FO et la CFDT sont membres de la CES et participaient donc à cette journée d'action européenne. La CGT, quant à elle, réclame depuis longtemps de pouvoir y adhérer et Krasucki déplorait que sa confédération n'ait pu s'associer à cette journée.

La revendication principale de la CES est l'organisation d'une conférence tripartite européenne (gouvernement, syndicats, patronat). Bref, la cogestion à l'échelle nationale ne leur suffit plus. Les pontes syndicaux veulent une concertation au niveau européen pour relancer l'économie européenne. Où s'arrêteront-ils ?

Licenciements

Paris « La Sogerie » : cette entreprise emploie 1 063 personnes. Le patron veut licencier 815 salariés.

Saint-Étienne « Giron-frères » : Le tribunal de commerce de Lyon a mis « La société nouvelle Giron-Frère (textile) de Saint-Étienne » en règlement judiciaire. Les deux usines emploient 350 personnes. Le comité d'entreprise se réunira le 11 avril.

Concarneau : Sopromer. Cette société mise en liquidation judiciaire le 11 février 1977 employait à l'époque 400 personnes dans trois unités : Trégunc (Finistère), Concarneau et Lorient (Morbihan). Seul, Lorient a rouvert ses portes.

Grèves

Artix « Lacq-Service » (64) : La direction de l'entreprise « Lacq-Service » d'Artix (Pyrénées-Atlantiques) a décidé de lock-outer les 150 travailleurs de la firme qui se sont mis en grève mardi.

Les employés de « Lacq-Service » observaient déjà une grève partielle depuis le 24 janvier dernier pour obtenir une réduction de la durée du travail et des augmentations de salaire.

Meeting Zimbabwe

« Nous sommes nos propres libérateurs »

Paris, jeudi soir. La salle de l'AGECA est pleine. Une centaine de personnes, français arabes et africains sont réunis pour participer au meeting de solidarité avec le peuple Zimbabwe (actuellement Rhodésie).

Un meeting particulièrement riche, animé par Eddison Zvogbo, membre du comité central de la ZANU, qui contribuera certainement à renforcer le soutien naissant organisé en France par le comité Zimbabwe. L'Afrique australe est une zone stratégique qui, en particulier, commande les voies d'approvisionnement énergétique de l'Europe. Voilà une raison supplémentaire pour développer ce soutien comme l'indiquait un représentant du comité. Le mot d'ordre de la ZANU « Nous sommes nos propres libérateurs » force le respect, en effet pas de mercenaires étrangers pour libérer le Zimbabwe et pas plus de nouveaux maîtres. Mais un tel mot d'ordre exige que tous ceux qui l'approuvent ne ménagent pas leur soutien tant politique que matériel. Un autre membre du comité qui résida en Rhodésie, de

1966 à 1972 et fut finalement expulsé par le régime de Smith dénonça la politique hypocrite du gouvernement français « qui veut bien donner du lait pour sauver les enfants, mais qui fournit les armes pour tuer les parents ».

Il dénonça également le non-respect par le gouvernement français des sanctions économiques qu'il a pourtant voté à l'ONU. Par exemple c'est la compagnie Total qui fournit 15 % du pétrole rhodésien. C'est en 1996 soit 6 ans après le début de l'occupation coloniale que fut déclenchée la première lutte armée du peuple du Zimbabwe, il fallut deux ans à l'armée anglaise pour en venir à bout. Mais ce n'était qu'une première bataille... Eddison Zvogbo parle avec chaleur et enthousiasme de la lutte menée par son peuple pour la libération du Zimbabwe. Un Zimbabwe dont 50 % des terres soit 87 % des terres cultivables sont accaparées par les colons qui ne sont que 3 % de la population. L'apprentissage de la lutte (quand on parle de

liberté et de justice à l'impérialisme, il ne comprend rien), le déclenchement de la lutte armée en 1966, la dénonciation de l'accord interne signé entre Smith et trois marionnettes africaines, accord qui maintiendra la situation actuelle tout en concédant au peuple un hymne et un drapeau ! Tous ces points et bien d'autres furent exposés par le représentant de la ZANU. Avant la projection d'un film, la discussion s'engagea avec de nombreuses questions fort intéressantes.

Questionné sur la place des femmes dans la lutte armée, Eddison Zvogbo indi-

qua que plus de 10 000 femmes y participaient à tous les niveaux « Il n'y a rien de plus libérateur que la participation à la lutte armée, quand un homme et une femme se sont battus contre l'ennemi dans la même tranchée on ne peut plus dire une fois rentrés à la maison : Margaret fais-moi une tasse de café ». Après la réussite de jeudi il reste à souhaiter que nombreux seront ceux qui répondront à l'appel au renforcement du comité afin que la lutte du peuple Zimbabwe bénéficie en France d'un soutien toujours plus grand.

Nous appelons à soutenir les 138 travailleurs immigrés, locataires du foyer-hôtel du 89, rue Fondary et à participer à leur :

FETE DE SOUTIEN

8 AVRIL 1978

de 17 h à 22 h - 17, rue de l'Avre
Mo Motte-Picquet

- Pour faire connaître leurs revendications et aider à la victoire de leur lutte qui dure depuis quatre ans.
- Contre les patrons successifs, la justice capitaliste et les flics.
- Contre l'expulsion sans le logement, qu'ils demandent à condition de rester ensemble tous, dans le 15e, à des loyers abordables pour leur salaire, avec un statut de locataires sans gérant ni règlement raciste et répressif.

Marée noire

Le pétrole se mélange à la mer

A 65 mètres de profondeur : 23 milligrammes par litre

De notre envoyé spécial.

On savait déjà que le pétrole déversé par l'Amoco Cadiz était d'une teneur à se mélanger facilement avec l'eau de mer. Une étude effectuée par le navire océanographique Suroit, au titre du plan Polmar, est venue confirmer cette inquiétude.

Regroupant des chercheurs de l'université de Brest et de Paris VI et des scientifiques américains, l'expédition a effectué 46 stations au large de Portsall et de Roscoff du 30 mars au 4 avril.

La première conclusion tirée avec évidence est la forte présence d'hydrocarbures dans les profondeurs marines sous forme d'émulsion : 23 milligrammes par

litre à 65 mètres de fond et 22 milligrammes à 20 mètres.

Pour les spécialistes, précisons qu'au large de Plouguerneau, à 12 milles de la côte, les teneurs sont de 28 UGI (PPB) en surface, de 22 UGI à 20 mètres de fond et de 23 UGI à 65 mètres.

Par ailleurs, contacté par téléphone, l'Institut d'étu-

des marines (IEM) de la faculté de Brest a pu préciser que 90 000 tonnes de pétrole s'étaient évaporées, 30 000 tonnes s'étaient répandues sur les côtes et 10 000 tonnes restaient dans l'eau sous forme de nappe ou d'émulsion.

L'IEM considère aussi que 700 tonnes de détergent ont été utilisées permettant de dissoudre 4 000 tonnes de pétrole. Quant à la quantité de pétrole ramassée, elle se limiterait à 5 000 tonnes.

Enfin, dernier chiffre, le pétrole s'est enfoncé dans le sable jusqu'à une profondeur

de 10 centimètres (chiffre officiel du plan Polmar).

QUELLES CONCLUSIONS

Ces chiffres, que des études ultérieures viendront confirmer et préciser permettent de tirer néanmoins quelques conclusions.

1 — La quantité de pétrole qui a pu être pompée ou ramassée est infime. La plus grosse partie se trouve dans les airs, la mer, le sable. La relative propreté des plages n'est donc qu'une apparence.

2 — La faune et la flore, seront de ce fait gravement touchées à long terme. Il faudra attendre le milieu du printemps pour savoir quelle quantité exacte de larves et de germes vivants a été détruite.

Il est cependant sûr que la pêche, l'élevage de crustacés et de coquillages, la récolte de goémon sont largement compromises,



Alors que la toxicité du pétrole n'est plus à prouver, des enfants sont employés pour le ramasser au détriment de leur santé.

peut-être pour sept ou huit ans.

3 — Quant à la quantité énorme de pétrole évaporé il s'agit bien là aussi d'une pollution. Les pare-brises des voitures de Portsall étaient gluants de gras, plusieurs jours encore après l'arrivée de la nappe. Dans la nuit du naufrage « ça sentait le gaz » à plusieurs kilomètres à la ronde.

Or, le pétrole respiré est nocif. Il attaque les voies respiratoires et digestives. Il provoque une somnolence. On raconte à Portsall qu'au début, des bébés dormaient des heures entières sans se réveiller.

Le pétrole évaporé retombe vers le sol. Il s'est aussi dans les premiers jours de la catastrophe, déposé sur les légumes des cultivateurs riverains.

4 — Enfin, dernier fait à signaler : le gouvernement utiliserait, au large, des détergents. Promesse avait pourtant été faite de ne pas répandre ces produits plus dangereux encore que le pétrole.

Car certains témoignages qui se recoupent, l'armée déverserait ces détergents dans le plus grand secret, les hélicoptères quittant les plages vers 4 heures du petit matin.

L'UFC condamnée au profit de Shell France

Les pollueurs sont indemnisés

Non contente d'avoir pollué la côte bretonne, la Shell par l'intermédiaire de sa filiale Shell France, vient d'obtenir du juge des référés de Paris, la condamnation de l'« Union fédérale des consommateurs » (dont le journal est « Que choisir ») à payer 10 000 F à la compagnie pétrolière. Ce jugement porte sur l'appel au boycott de la Shell, motif d'ordre qu'avait lancé l'UFC après la catastrophe de l'Amoco Cadiz. Ce mot d'ordre avait reçu le soutien d'un certain nombre d'associations d'écologistes et d'amis de la nature. Le tribunal a également interdit à l'UFC tout nouvel appel au boycott.

Pour le tribunal, l'appel au boycott cause à la Shell France un « préjudice moral et commercial ». C'est que pour le tribunal, la Shell France n'a rien, mais vraiment rien à voir avec la Shell hollandaise ou anglaise, rien à voir avec la filiale qui a affrété l'Amoco Cadiz. C'est comme si la Fiat France n'avait rien de commun avec la Fiat italienne ou la filiale de Renault en Espagne était totalement étrangère à la maison-mère française. Tel est donc le principal argument sur lequel se base la condamnation de l'UFC.

SHELL-FRANCE OU SHELL-INTERNATIONALE : QUELLE DIFFÉRENCE ?

A ceci le responsable de cette organisation François Lamy avait répondu par avance : parlant du pétrole de l'Amoco Cadiz, il avait déclaré : « ce produit

nous l'avons identifié : c'est un produit Shell. Il n'y a pas de distinguo subtil à faire entre la Shell française et la Shell anglaise ou hollandaise ». Quand on achète de l'essence, quand on voit de la publicité c'est Shell tout court ».

Après l'annonce de sa condamnation, l'UFC déclarait mercredi : « Dans le même temps les victimes de la catastrophe attendront des années le versement d'hypothétiques indemnités que la collectivité risque de payer au lieu et place de véritables responsables ».

« Ce jugement fait payer deux fois aux usagers les conséquences de cette catastrophe, avant même que les responsabilités de fond aient été clairement établies, ceci uniquement grâce à une distinction subtile entre la Shell France et la Shell internationale ce qui est évidemment contraire à toute réalité économique et à toute logique de marque car au-

cun panonceau publicitaire de la Shell ne fait mention de « Shell France ». Les consommateurs sont maintenant seuls juges. « Nous constatons simplement que les pétroliers sont, dans cette affaire, les premiers à percevoir de l'argent, ce qui est tout de même un comble. La plupart des sinistrés attendront réparation durant des années. Pour le référé de la Shell, il a fallu trois jours... »

ATTEINTE A LA LIBERTÉ DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

Il est à noter que le tribunal avec un certain cynisme ou avec une naïveté profonde justifie la consommation par « les conséquences préjudiciables en découlant (du boycott) pour toutes les personnes vivant de leur commercialisation... »

Or les responsables de la marée noire et du chômage de nombreuses personnes qui en découlent, chômage qui, lui, n'est pas fictif mais réel ne sont pas condamnés.

Enfin les juges interdisent à l'UFC de « publier à l'avenir tout communiqué dénigrant... des produits commercialisés par la Shell française » c'est là une atteinte inacceptable à la liberté de critique des associations de consommateurs.

L'UFC devra en outre faire publier dans 5 journaux choisis par la Shell française, le jugement, ce qui en fait double l'amende.

Solidarité avec Heidi KEMPE BOTTCHE

Manifestation vendredi à Paris

Les policiers qui ont transporté Heidi Kempe-Bottcher à l'hôpital Claude Bernard, le 21 mars, affirment que la jeune allemande portait des traces de brûlures à son arrivée dans l'établissement hospitalier. D'après un représentant du syndicat général de la police (SGP) qui assistait, mercredi à une conférence de presse du « Collectif de solidarité à Heidi », les policiers « ne sont pour rien dans cette affaire ». Ils ont aperçu les brûlures « par l'entrebaillement de la porte, alors qu'un interne examinait la malade ».

La jeune allemande avait été transportée à l'hôpital dans un car de police-secours appelé par le concierge de l'immeuble qu'elle habitait « en raison de son état », — elle avait beaucoup bu, par fatigue et par tristesse, ce qu'elle ne cherche pas à nier — et malgré l'opposition de son ami, M. Jacques Soncin, qu'elle avait appelé au téléphone, elle était transportée à Claude Bernard, puis à Sainte-Anne et enfin à Cochin, au service des grands brûlés. Ce n'est qu'à Sainte-Anne que Heidi a ressenti des douleurs et s'est aperçue qu'elle avait été brûlée, avec un cigare vraisemblablement, au bas du ventre, à l'abdomen, sur les fesses, les cuisses.

Heidi Kempe a porté plainte contre X pour coups et blessures volontaires et arrestation illégale et séquestration.

arbitraire. « Quand j'ai quitté mon appartement avec les policiers, je ne portais aucune trace », affirme-t-elle. Elle ne se souvient de rien et ne peut dire à quel moment elle a été brûlée. De son côté M. Soncin a affirmé que lorsque les policiers sont arrivés chez Heidi « elle était à moitié nue et ne portait qu'un pull qui lui arrivait à la taille ».

« Un des policiers lui a mis lui-même une jupe, de force. Si Heidi portait à ce moment-là des traces de brûlures, il était obligé de les voir » pour M. Soncin, qui a fait six années d'études de médecine, Heidi n'avait aucune trace à son départ pour l'hôpital. « Je ne sais pas qui a fait ça, et je n'accuse personne en particulier, mais je veux savoir... », a-t-il ajouté. Il n'a pu accompagner son amie à l'hôpital, les policiers, selon lui, l'ayant fait descendre du car quelques minutes après qu'ils eurent quitté l'appartement.

Le Collectif de solidarité a distribué des photocopies de certificats médicaux attestant la gravité des brûlures d'Heidi Kempe. Présentée à la conférence de presse, la jeune femme était à moitié allongée sur un fauteuil, souffrant visiblement encore.

Le Collectif de solidarité appelle à une manifestation vendredi et non plus jeudi comme annoncé auparavant, à 18 h 30, place Jean Jaurès à Paris.

RFA

Le Comité directeur de la Fédération régionale des sports du Land de Hesse, la « LSB » en RFA, a interdit, mercredi, la réunion d'un séminaire sur « la situation politique intérieure en Argentine » qui devait se tenir dans le courant de la semaine.

Wolfgang Kuehle, député chrétien-démocrate (CDU), à la Diète de Wiesbaden, vice-président de la « LSB », a indiqué que les sportifs qui se préparaient à la défense du titre de champions du monde en Argentine « pourraient être gênés par le déroulement d'une telle manifestation et plongés dans une crise de conscience ».

TENSION A JÉRUSALEM

La tension était vive, jeudi, à Jérusalem-Est. Mardi soir, un soldat israélien a été tué à coups de feu par trois fedayins alors qu'il faisait de l'auto-stop.

Mercredi matin, un membre de la défense passive a tiré sur un groupe de jeunes Arabes, pratiquement au même emplacement, tuant l'un d'eux. Il a obéi, selon les déclarations qu'il a faites, aux ordres qui lui avaient été donnés de tirer sur tout suspect.

CONFÉRENCE DE GENEVE
NOUVELLE CONTESTATION DE LA
CO-PRÉSIDENTE
AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

Le fonctionnement de la Conférence de Genève sur le désarmement a été critiqué une nouvelle fois, à des degrés divers, par les représentants de la France, de l'Égypte, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de l'Inde, à un colloque de l'académie diplomatique internationale qui s'est tenu mercredi et jeudi à Paris.

Le porte-parole roumain a réclamé une « démocratisation profonde » des mécanismes actuels de négociations sur le désarmement, actuellement placés sous l'hégémonie des deux superpuissances, en réclamant une structure de négociations qui soit désormais « partie intégrante de l'ONU ».

Tous ont contesté le caractère discriminatoire et antidémocratique de la co-présidence américano-soviétique.

Le porte-parole de l'URSS, ainsi mis en cause directement, s'est borné à prôner « l'amélioration de la procédure de travail » en se déclarant contre sa liquidation.

LE PS A L'ASSEMBLÉE
ATTENDRE ET VOIR

Le PS a décidé de boudier l'offre de la majorité de présider une commission de l'Assemblée nationale dont l'élection des bureaux avait lieu jeudi. En application de la règle de la proportionnelle, les partis bourgeois de l'opposition revendiquaient deux présidences, une pour le PS, une pour le PCF.

La majorité n'en a proposé qu'une, offerte au PS, nouvel appel du pied en sa direction.

Le PS a décidé d'y rester insensible pour cette fois-ci, et comme le PCF, de ne pas participer à l'élection des bureaux de commissions.

Les dix commissions existantes seront donc toutes présidées par un membre de la majorité. Sans doute, le PS a-t-il estimé que la part n'était pas assez belle pour faire un pas dans la direction de la majorité. Il continuera donc à se draper dans les plis de l'opposition tant qu'il estimera que le jeu n'en vaut pas la chandelle.

USA

Plus de 600 étudiants de l'université de Princeton, dans le New Jersey, ont demandé aux responsables de l'établissement de vendre les 190 millions de dollars d'actions qu'ils détiennent dans de grandes compagnies américaines opérant en Afrique du Sud.

Cette manifestation, la plus importante dans cette université depuis l'époque de la guerre du Vietnam, coïncidait avec le dixième anniversaire du meurtre de Martin Luther King, le prix Nobel de la paix, dont le rôle dans la lutte contre l'apartheid a été souligné par divers leaders étudiants.

Des manifestations de ce type se multiplient, en ce moment, sur tous les campus universitaires américains.

**Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

Conférence de presse d'un membre du CC
de la Zanu« Nous contrôlons
politiquement
39 des 50 districts du pays »

Suite de la page 2

Quant aux femmes, leur rôle est décisif. Elles jouent un rôle de pivot à la fois en combattant le régime et dans tous les autres aspects de la vie du Parti et de l'organisation. Dans le dernier « Zimbabwe News », il y a une interview de la secrétaire des femmes ; c'est une jeune femme de 23 ans ; elle est à la tête des femmes engagées dans la Révolution. Elle est même un brillant commandant et possède un rang plus élevé que le mien. Nous avons des jeunes femmes qui sont commandantes provinciales qui dirigent aussi bien des femmes que

des hommes. Dans la révolution, il n'y a pas de division des rôles en fonction du sexe. Si un homme et une femme vont combattre ensemble l'ennemi, l'homme ne peut pas dire en rentrant chez lui : « Margaret, va préparer le café ! ». Chez nous, c'est difficile car nous sommes issus de traditions culturelles où le rôle de la femme est complètement dominé, c'est elle en principe qui fait : le travail des champs pendant que l'homme va dans les bars. Il y a aussi une très forte polygamie. La femme est une mineure. La révolution

balaye tout cela.

LA ZANU, LA ZAPU,
LE FRONT PATRIOTIQUE

Les deux forces qui mènent la lutte armée sont la ZANU et la ZAPU. A une question concernant l'unité des deux organisations, Ed-dison Zvogbo a répondu : « En août 1976, s'est constitué le Front patriotique. Il y a toujours une seule délégation lors des négociations depuis la Conférence de Genève. Nous avons les mêmes exigences et allons dans le même sens. Cependant, nos armées sont toujours séparées ainsi que les hauts commandements et nous opérons de manière séparée. Nous espérons l'unité mais celle-ci doit se faire doucement sur de bonnes bases.

Ce qui nous rassemble, c'est que nous pensons l'un et l'autre que la lutte armée révolutionnaire est nécessaire, qu'il faut l'abolition du système économique, social et politique, pour une indépendance véritable et nous sommes d'accord sur le consensus pour y arriver.

Les différences entre les deux sont issues du passé. La ZANU croit que la seule façon pour aboutir à la victoire, c'est de mener la lutte armée en tirant les leçons des luttes qui se sont menées par d'autres peuples. Dans notre cas, l'expérience chinoise nous paraît importante : le concept de la ligne de masse, de venir des masses pour aller aux masses, le concept de vivre au sein du peuple, de la solution des contradictions au sein du peuple, la nécessité d'éliminer l'élitisme et pour une égalité réelle des rapports humains. C'est ce que la ZANU pense. La ZAPU ne dit pas cela mais ce n'est pas un point de différence car ils n'ont jamais dit qu'ils étaient d'accord ou pas d'accord avec cela.

D'où vient notre aide ? En fait, 90 % du soutien que nous avons vient, depuis le tout début de notre lutte, de l'OUA. Mais nous avons également un soutien militaire de la République populaire de Chine et c'est dans ce pays que nous avons entraîné une partie de nos guerilleros.

Agressions
répétées
des flics
de Bourguiba

Le vendredi 31 mars, vers 21 h, alors que des militants du comité de soutien au foyer Adatari (20, rue de Larmoy à Fives-Lille) collaient des affiches annonçant la participation à une réunion de représentants du Comité de coordination des foyers Sonacotra, le fasciste Deldoul, déjà bien connu sur la place pour ses agressions répétées contre des travailleurs tunisiens, récidivait.

Survenu à bord d'une voiture immatriculée 6986FM59, il brisait avec des pierres les vitres de la voiture d'un militant. Celui-ci portait plainte. Mais la police, s'agissant de leur collègue du Néo-Destour, le parti de Bourguiba, refusait de se déplacer.

Des faits semblables se sont produits récemment à Valence. A l'occasion de la

visite du consul de Tunisie dans la région, des travailleurs français diffusaient un tract sur les événements de janvier dernier en Tunisie. Aussitôt, des hommes de main du Destour se jetaient sur eux et les rouaient de coups. Une militante française qui protestait était à son tour fouillée, frappée et menacée.

Les agents du Destour à Valence n'ont apparemment pas digéré l'aventure qui leur était survenue au cours d'un meeting de soutien au peuple tunisien qu'ils avaient tenté de perturber : leur porte-parole avait été expulsé de la salle aux cris de « Du pain et la liberté pour le peuple tunisien » et sous les huées de l'assistance.

Né permettons pas aux flics de Bourguiba de faire la loi ici.

Demande de contact

— Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

— Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Editorial

La ligne
du PCF
remise en cause

Suite de la page 1

ceux qu'ils influencent. Le prétendu « Grand débat démocratique » de Marchais, n'est qu'un masque qui est en fait le meilleur moyen d'empêcher qu'il ait réellement lieu, pour l'étouffer au niveau des seules cellules. Voilà d'ailleurs ce qu'écrit un membre du PCF à Grenoble : « Pour les deux grands partis de gauche, il s'est agi avant tout de se faire plébisciter le 12 mars. » « Alors cessez de jouer les irréprochables. L'heure est à l'autocritique. Ne nous renvoyez pas à la première échéance, l'air est trop connu. Vous vous êtes trompés de stratégie, reconnaissez-le et changez. »

CHANGEZ ! En fait, depuis longtemps les membres du PCF ne participent plus à l'élaboration de la ligne politique de leur parti, ils appliquent celle qui est parachutée du sommet. Leurs dirigeants ne changeront plus jamais ces méthodes, ni surtout la ligne bourgeoise qu'ils suivent, ils ne font que l'amplifier.

Faut-il chercher à faire aboutir cette ligne ou la combattre ? L'aménager c'est ce que veulent les trotskystes, c'est s'enfoncer toujours plus dans l'impasse. Le projet politique du PCF est un projet capitaliste, ses méthodes sont celles de la bourgeoisie, c'est tout cela qu'il faut remettre en cause et s'organiser en conséquence avec les marxistes-léninistes pour pouvoir mener efficacement la lutte contre la bourgeoisie au pouvoir.